



REGROUPEMENT DES GROUPES POPULAIRES EN ALPHABÉTISATION DU QUÉBEC

65, rue de Castelnau Ouest, bureau 400, Montréal (Québec) H2R 2W3

Tél.: (514) 495-7960

Télec.: (514) 495-9661

Courriel : alpha@rgpaq.qc.ca

## Communiqué

Réaction aux coupures appréhendées à l'aide sociale

### Doit-on appauvrir davantage les plus démunis ?

**Montréal, le 16 juin 2010** – Le gouvernement du Québec a-t-il vraiment l'intention de couper dans les revenus des plus démunis ? Réduire les prestations déjà insuffisantes des personnes dites en contraintes temporaires à l'emploi serait, semble-t-il, une mesure envisagée par le conseil des ministres.

On veut apparemment couper, le maigre supplément de 120\$ accordé à des parents qui ont de jeunes enfants de 2 à 5 ans ainsi qu'aux personnes de 55 ans et plus actuellement reconnues comme ayant des contraintes à l'emploi. Pourquoi couper là où la précarité est la plus manifeste ? Le gouvernement croit-il vraiment encourager les gens à chercher du travail en réduisant leurs ressources déjà inadéquates ? Est-il par ailleurs convaincu que toutes les personnes de 55 ans et plus seront accueillies à bras ouverts par les employeurs du Québec ?

Comment ne pas souligner l'ironie de la situation alors que le gouvernement vient tout juste de dévoiler son Plan d'action pour la solidarité et l'inclusion sociale ayant pour but d'améliorer davantage notre filet social. À l'instar du Collectif pour un Québec sans pauvreté, devons-nous comprendre « qu'au lieu d'un plan de lutte à la pauvreté, nous avons hérité d'un plan de lutte aux pauvres » ?

Le filet de sécurité sociale n'est pas un privilège, mais un droit pour tous ! Le mouvement citoyen a déjà proposé au gouvernement des alternatives fiscales pour permettre à l'État de couvrir son déficit sans porter atteinte à la dignité des personnes les plus pauvres. Comme Regroupement d'organismes oeuvrant auprès des personnes peu alphabétisées et souvent défavorisées au plan économique, nous tenons à dire haut et fort notre refus d'une telle vision de société. Animés d'un souci de justice sociale, nous demandons au gouvernement Charest de renoncer à ces mesures inéquitables et d'aller chercher les sommes « manquantes » ailleurs que chez les citoyens et citoyennes les plus vulnérables.

*Le RGPAQ représente plus de 80 groupes d'alphabétisation populaire au Québec. Fondé en 1981, sa mission est principalement de promouvoir, de défendre et de développer l'alphabétisation populaire et les groupes populaires d'alphabétisation, ainsi que de participer activement à la défense collective des droits des personnes lésées par leur niveau d'alphabétisme.*

- 30 -

Source : Denis Chicoine, chargé de projet - 514-495-7960